

saisi d'une proposition qui lui fut faite dans le genre de celle-ci et ayant trait à la construction d'un chemin de fer, mais on n'y faisait pas mention des moyens. Vous, au contraire, vous êtes engagés à construire ce chemin de fer, et si vous ne trouvez pas de compagnie pour l'entreprendre, il vous faudra bien vous en charger vous-mêmes et le tenir en opération à vos propres frais.

L'HON. M. BROWN—Je n'est pas tout à fait la vérité, car déjà il est question d'une proposition pour en construire une grande partie.

M. SCATCHERD—La tournure que vient de prendre la discussion prouvera, je l'espère, la nécessité absolue qu'il y avait pour le gouvernement de communiquer à la chambre un aperçu du coût de ce chemin de fer, afin de mettre chaque député en état de se former une opinion sur les dépenses qu'occasionnera cette entreprise. Pourquoi n'a-t-il pas demandé à l'ingénieur chargé de l'exploration de faire un état de ce que pourra coûter la construction? Si, manquant de toute espèce de données sur le sujet, je me lève et dis que, d'après ce que je puis en connaître, le chemin de fer coûtera \$20,000,000, aussitôt l'hon. président du conseil m'interrompt pour protester contre mes assertions. Puis, si je poursuis en priant mon hon. ami de me dire s'il n'a pas lui-même porté ce coût à \$16,000,000 ou \$18,000,000, il me répond qu'en effet il est possible qu'il ait pu le penser ainsi. Que conclure de là, sinon que, suivant mon hon. ami lui-même, on peut très-bien calculer que la construction du chemin de fer intercolonial grossira la dette de \$15,000,000. C'est là la première dette nouvelle qu'aura à faire le gouvernement fédéral quelques instants après sa consommation. La seconde comprendra l'armement du pays, et sur ce point l'hon. président du conseil dit qu'il est impossible de dire ce que le système des défenses coûtera attendu qu'on pourrait se trouver très au-dessous du chiffre réel.

L'HON. M. BROWN—L'hon. monsieur devrait être plus exact lorsqu'il rapporte ce que j'ai dit. Je n'ai pas parlé de ce pays uniquement, mais de tous les ouvrages compris dans le système des défenses, de même que de la partie qui doit être construite par le gouvernement impérial.

M. SCATCHERD—Je parle en ce moment des fortifications requises pour Québec, Montréal, Kingston, Toronto et Hamilton, et je dis qu'il nous est impossible de nous

former une opinion sur le coût des travaux de défense qui devront être faits à St. Jean, à Halifax et ailleurs, dans les provinces d'en-bas. Dans tous les cas, la somme nécessaire pour la construction des ouvrages et leur armement en Canada, ne s'élèvera pas à moins de \$6,000,000. Additionnez cette somme avec celle du chemin de fer intercolonial et avec la dette déjà existante, et vous trouverez que presque à sa naissance la confédération se trouverait écrasée sous le poids d'une dette d'environ \$110,000,000.

L'HON. M. BROWN—Pas le moins du monde.

M. SCATCHERD—Et pourtant le fait est irréfragable. Je le répète, presque au premier jour de son existence le nouveau gouvernement aura à servir des intérêts sur la dette publique, d'environ \$3,809,668 pour le Canada, de \$750,000 pour la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, et \$59,333 pour Terre-Neuve et l'Île du Prince-Édouard; puis, il y a encore le subside des 80 cts. par tête, les \$115,200 à payer tous les ans à Terre-Neuve, les \$88,900 à payer également tous les ans à l'Île du Prince-Édouard, et le service des intérêts sur le coût de la construction du chemin de fer intercolonial. On a prétendu que l'argent nécessaire à cette dernière fin pourrait s'emprunter à 3½ par cent, mais rien ne prouve que les arrangements proposés par le ministre MACDONALD-SICOTTE il y a deux ou trois ans, à ce sujet, puissent être renouvelés aujourd'hui avec succès. Or, rien ne nous faisant croire que le gouvernement fédéral projeté pourra négocier un arrangement à des conditions aussi favorables, il s'ensuit que si l'intérêt exigé est de 5 pour cent, nous aurons donc un intérêt de près de \$1,000,000 à servir annuellement sur la dette seule du chemin de fer intercolonial.

L'HON. M. BROWN—Un million de piastres! cinq pour cent d'intérêt pour un emprunt négocié avec la garantie du gouvernement impérial!

M. SCATCHERD—Qu'est-ce qui nous prouve le contraire?

L'HON. M. BROWN—Mon hon. ami doit de toute nécessité avoir entendu parler de certaines négociations qui ont été ouvertes avec le gouvernement impérial pour l'emprunt des fonds nécessaires.

M. SCATCHERD—Voici ce que je lis dans une brochure publiée tout dernièrement par l'hon. député de Montmorency (M. CAUCHON), l'un des formes appuis du gou-